



Secteurs santé et social de Lyon - semaine du 30 septembre 2024

Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël, la complicité des grandes puissances

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l'armée israélienne, ont déjà fait plus de 700 morts et des milliers de blessés depuis qu'ils ont débuté samedi 21 septembre. Après de nouveaux bombardements sur la capitale libanaise, le gouvernement israélien a annoncé avoir tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.

Un an de massacres de civils

Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour lancer le pays dans une guerre sans fin. Depuis un an, l'opération d'anéantissement de la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé, ou même des écoles, a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

Et maintenant, c'est un pays voisin, le Liban, qui est frappé et menacé d'invasion terrestre par l'armée israélienne. Des dizaines de milliers de réfugiés fuient le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombardements sur le Liban a aussi pour avantage de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza.

Les larmes de crocodiles des grandes puissances

Devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York, Netanyahu est venu faire son show, certain qu'il peut compter sur le soutien sans faille des États-Unis, mais aussi de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Il présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël, face au danger représenté par le Hezbollah, milice chiite soutenue par l'Iran. Mais tant le Hezbollah au Liban que l'Iran avaient pour le moment fait le choix de réactions très limitées après les attaques ciblées déjà menées par Israël les mois précédents dans ces deux pays. Face à l'État israélien, armé à flux tendu par les

principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah ne cherchaient pas la guerre et le risque d'un embrasement dans toute la région. Biden a beau clamer qu'il travaille à une désescalade au Liban, et Macron larmoyer sa solidarité avec le peuple libanais, leur priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région.

Pas en notre nom !

Les dirigeants du monde capitaliste, y compris depuis les assemblées de l'ONU, mènent leurs affaires avec la peau des peuples. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que le maintien de leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique, car l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin. En Israël, des manifestations ont lieu pour dénoncer son mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, mais il faudrait une contestation bien plus forte pour faire vaciller cette escalade guerrière. Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Faisons du week-end des 5 et 6 octobre l'occasion de manifestations massives pour faire entendre notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

Éditorial du NPA Révolutionnaires du 30 septembre 2024

**Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.
Prends contact avec nos militants et militantes : npalyonrhone@gmail.com**

Patronat / Protection de l'enfance : une relation toxique

Le 25 septembre, une soixantaine d'organisations de la Convention Nationale des Acteurs de la Protection de l'Enfance ont appelé à manifester pour dénoncer l'état catastrophique du secteur. Parmi les organisateurs, le syndicat patronal Nexem, défenseur de l'individualisation des salaires, et UNAFORIS qui cherche à dévaloriser les métiers du social. Loin d'apporter des solutions, ils aggravent la crise actuelle. La protection de l'enfance est à défendre, en toute indépendance de classe !

Scandale des crèches : quand les groupes privés « rentabilisent » les bébés

Le journaliste Victor Castanet, déjà auteur d'une enquête fracassante sur les Ehpad, a fait paraître un livre, Les Ogres, qui épingle les crèches privées, secteur où le profit se fait sur le dos des tout-petits. Ce système pousse le personnel des crèches à fonctionner au moindre coût - baisse des effectifs, des fournitures, de l'alimentation, etc. - parfois jusqu'à la mise en danger des enfants. Bref, un système malade... et qui rappelle bizarrement celui de la Santé !

La force des travailleurs (sociaux), c'est la grève !

Le 23 septembre, une cinquantaine de travailleurs de l'association Coallia dans l'Orne ont décidé de faire grève pour dénoncer le manque de moyens alloués à l'insertion des personnes vulnérables. Evidemment, Coallia n'est pas un cas isolé. Partout en France, les grèves dans le secteur se multiplient. A la PJJ, au Samu Social, dans l'association Don Bosco, les travailleurs - confrontés aux suppressions d'emploi, aux conditions de travail précaires, au sous-effectifs et aux bas salaires - se mobilisent.

Gouvernement Barnier : on prend les mêmes et on recommence

En fonction depuis le 21 septembre dernier, la nouvelle ministre de la santé Geneviève Darrieussecq sent un peu le réchauffé... En effet, elle a déjà été ministre sous Macron non pas une, ni deux, mais bien trois fois. Deux jours après sa prise de fonction, elle donne le ton : « Je ne ferai pas de miracles, je ne suis pas une fée. » Même son de cloche chez le nouveau premier ministre Michel Barnier qui, après avoir annoncé que la santé publique serait un de ses chantiers prioritaires a tout de même déclaré ne pas pouvoir faire « des miracles ». Merci Michel de tempérer nos attentes mais quand on voit le résultat de la précédente grande cause du quinquennat, les violences faites aux femmes, on ne s'attendait déjà à rien.

Un patrimoine à défendre

Les Journées du Patrimoine ont été l'occasion d'un joyeux escape-game dans les blocs. Pourquoi pas mettre en valeur le patrimoine hospitalier en effet ! Dommage que les HCL comprennent mal le mot valeur, car leur (grand) patrimoine immobilier est bien souvent l'objet de calculs financiers, où l'intérêt des patients n'entre guère en ligne de compte. Témoin l'Hôtel-Dieu, qui était encore un hôpital il y a peu ! Aujourd'hui, c'est des boutiques où les prix ne sont pas franchement faits pour nos salaires...

Adecco en sueur

La loi interdisant l'intérim dans la santé sans avoir exercé deux ans en service est sortie cet été. De quoin selon eux, attirer ou plutôt obliger tout le monde à bosser dans les hôpitaux. Peut-être que si les salaires étaient plus élevés, on aurait plus envie de venir....

**Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.
Prends contact avec nos militants et militantes : npalyonrhone@gmail.com**